

DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD



## **SOMMAIRE GENERAL**

**Délibération communautaire**

**Recueil de données**

**Etat parcellaire**

DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD



**Commune de Valle di Mezzana**

**Délibération Communautaire**



EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS AJACCIEN

DEPARTEMENT  
DE LA CORSE-DU-SUD

Date de la convocation :  
22 avril 2010

Date de la Séance :  
28 avril 2010

Nombre de membres  
composant l'Assemblée : 54

Nombre de membres  
en exercice : 54

Nombre de membres  
présents : 35

Quorum : 28

Secrétaire de séance :  
M. Jean-Paul LECCIA

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

02A-242010056-20100428-2010-56-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2010  
Publication : 06/05/2010

L'An Deux Mille Dix, le Mercredi 28 avril 2010, à dix huit heures, le Conseil Communautaire du Pays Ajaccien, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique ordinaire en Salle de Conférence de la Trésorerie Générale de Corse, immeuble Castellani, sous la présidence de M. Simon RENUCCI, Président.

ETAIENT PRESENTS

Mme PIMENOFF, MM. FERRANDI, SARROLA, LECA, BIANCHI, LACOMBE, PASQUALAGGI, FAGGIANELLI F., BIANCUCCI, COMBARET, DOMINICI, AMIDEI, FAGGIANELLI C., Mme SOTTY, M. PARODIN, Vice Présidents,

M. BOISARD-BATTISTELLI, Mmes COLONNA D'ISTRIA, MM. DIGIACOMI, GARRIDO, Mmes GHIPPONI, GIUDICELLI, LUCIANI, MM. LECCIA J.-P., LUCIANI P.-A., MERY, MICALETTI, MINICONI R., Mme MORACCHINI, MM. ODDO, OUSSET, Mmes PASQUALAGGI, SUSINI, SUSINI-BIAGGI, M. VITALI, Conseillers Communautaires.

AVAIENT RESPECTIVEMENT DONNE POUVOIR DE VOTER EN LEUR NOM

|                  |   |                   |
|------------------|---|-------------------|
| M. BASTELICA     | à | M. LUCIANI P.-A.  |
| M. CASASOPRANA   | à | Mme MORACCHINI    |
| Mme FERRY-PISANI | à | M. AMIDEI         |
| Mme POLI         | à | Mme PIMENOFF      |
| M. TOMI          | à | Mme SUSINI-BIAGGI |

ÉTAIENT ABSENTS

M. MINICONI, Premier Vice-président,  
M. CERVETTI, Mme CURCIO, M. GABRIELLI, Mme LECCIA, M. LUCIANI J.-L., Mme OTTAVI-BURESI, M. PANTALONI, PELLEGRIN, PIERI, RUALT, Mme TOMI, MM. TORRE, VINCILEONI, Conseillers Communautaires.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer

Délibération n° 2010 /56

Lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique des travaux de renforcement des ressources en eau potable de la commune de Valle di Mezzana

### Monsieur le Président expose à l'Assemblée

Le projet de renforcement des ressources en eau potable du secteur de Valle di Mezzana mis en place par la CAPA comprend :

- la protection du captage des sources dit de « TRE FUNTANE » ainsi que la délimitation physique du périmètre de protection immédiat,
- la construction d'un réservoir de 200 m3,
- la réalisation d'une voie d'accès aux divers ouvrages,
- la pose de canalisations sous cette voie.

Cette opération, qui s'inscrit dans le schéma directeur d'eau potable, vise à renforcer les ressources en eau potable de la CAPA et revêt un intérêt pour le développement des communes de Valle di Mezzana et de Sarrola Carcopino. La réalisation de ces ouvrages nécessite une emprise foncière sur sept parcelles, toutes sises sur la commune de Valle di Mezzana, et dont le tableau ci après reprend les différentes caractéristiques :

| Réf.<br>Cadaastre | Superficie<br>totale<br>(m²) | Superficie<br>du projet<br>(m²) | Observations   |
|-------------------|------------------------------|---------------------------------|--|
| A 385             | 187                          | 100                             | Un courrier a été adressé au propriétaire qui ne s'est pour l'heure pas manifesté.   |
| A 767             | 951 938                      | 4 800                           | Un bien non délimité (BND) est en cours de régularisation.<br><br>La commune de Valle di Mezzana, propriétaire de 949 393 m² a obtenu une attestation du second propriétaire confirmant que l'emprise lui appartenant soit 2545 m² se trouve en dehors du périmètre de protection. |
| A 779             | 149 450                      | 4 300                           | Convention de servitude à la signature des propriétaires qui ont donné un accord de principe.  |
| A 780             | 23 250                       | 900                             | Convention de servitude à la signature des propriétaires qui ont donné un accord de principe.  |
| A 781             | 281 925                      | 2 100                           | Convention de servitude à la signature des propriétaires qui ont donné un accord de principe.  |
| A 782             | 4 464                        | 1 080                           | Divers courriers ont été adressés au propriétaire qui ne s'est pour l'heure pas manifesté.   |
| A 783             | 16 260                       |                                 | Divers courriers ont été adressés au propriétaire qui ne s'est pour l'heure pas manifesté.   |



Pour les parcelles A 767, A 779, A 780 et A 781, une solution amiable a été trouvée avec les propriétaires. Ainsi, les conventions qui leur ont été proposées prévoient d'une part, une contrepartie de la mise à disposition gratuite de la parcelle de terrain nécessaire au projet consistant, – sous réserve de l'obtention d'un permis de construire – en la réalisation d'un branchement au réseau d'eau potable ainsi créé ; en sachant, d'autre part que la voie d'accès réalisée pour les besoins de l'opération servira également à desservir ces parcelles aujourd'hui enclavées.

S'agissant des parcelles A782 et A783, le propriétaire, domicilié à Lyon, auquel le même modèle de convention a été proposé n'a pas répondu aux courriers adressés par le Maire de Valle di Mezzana, réceptionné le 30 mars 2009 et par le Président de la CAPA, réceptionné le 31 août 2009. En l'absence de solution amiable, il est envisagé d'engager une procédure d'expropriation.

S'agissant enfin de la parcelle A385, seule à être classée en zone constructible : compte tenu de sa faible contenance (187,90 m²) dont plus de moitié sera grevée par l'emprise qui l'intéresse, la CAPA s'est proposée de faire l'acquisition de la totalité de cette parcelle. Une négociation est en cours avec le propriétaire.

Afin de mettre un terme à cette situation, qui dure depuis plusieurs années, et d'engager au plus tôt les travaux de renforcement des ressources en eau potable de Valle di Mezzana, dont l'urgence commence à se faire sentir, considérant également que les solutions amiables proposées n'ont pas abouti, il est nécessaire d'envisager l'engagement d'une procédure d'expropriation.

---

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**Oui l'exposé de Monsieur le Président,  
Et après en avoir délibéré**

VU, la Loi d'Orientation 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,

VU, la Loi 99-586 du 12 Juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la Coopération Intercommunale,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le Code Civil,

VU, le Code de l'expropriation,

VU, le schéma directeur d'eau potable de la CAPA,

**CONSIDERANT**, la nécessité d'engager au plus tôt les travaux de renforcement des ressources en eau potable de la commune de Valle di Mezzana,

**Après**, avis de la commission permanente « Administration générale, Finances, Budget, Ressources Humaines, Evaluation des politiques publiques », réunie le 8 avril 2010,

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

**DECIDE**

- D'AUTORISER le Président, en cas de défaut d'accord amiable, à lancer une procédure de déclaration d'utilité publique des travaux de renforcement des ressources en eau potable de Valle di Mezzana, en vue de l'institution de servitudes ou d'acquisition, des terrains nécessaires, par voie d'expropriation.
- D'AUTORISER le Président à engager toutes dépenses nécessaires à la réalisation de cette opération (indemnisation des propriétaires, frais notariés, frais de DUP) sous réserve de l'obtention d'accord de DUP.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien et d'un affichage au siège.

.....  
Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Président,  
Simon RENUCCI.



EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS AJACCIEN

DEPARTEMENT  
DE LA CORSE-DU-SUD

Date de la convocation :  
1<sup>er</sup> octobre 2010

Date de la Séance :  
7 octobre 2010

Nombre de membres  
composant l'Assemblée : 54

Nombre de membres  
en exercice : 54

Nombre de membres  
présents : 30

Secrétaire de séance :

M. Pascal MINICONI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010056-20101007-2010-146-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2010

Publication : 15/10/2010

L'An Deux Mille Dix, le Jeudi 7 octobre 2010, à dix huit heures, le Conseil Communautaire du Pays Ajaccien s'est réuni en séance publique ordinaire en Salle du Conseil Municipal de l'Hôtel de Ville d'Ajaccio, sous la présidence de M. Simon RENUCCI, Président.

ÉTAIENT PRESENTS

MM. MINICONI, Mme PIMENOFF, MM. FERRANDI, BIANCHI, LACOMBE, PASQUALAGGI, FAGGIANELLI F., BIANCUCCI, AMIDEI, FAGGIANELLI C., Mme SOTTY, Vice Présidents,  
Mme COLONNA D'ISTRIA, M. DIGIACOMI, Mme FERRI-PISANI, MM. GABRIELLI, GARRIDO, Mme GUIDICELLI, LUCIANI, MM. LUCIANI P.-A., MICALETTI, Mmes MORACCHINI, PASQUALAGGI, M. PIERI, Mmes POLI, SUSINI, SUSINI-BIAGGI, M. TOMI, Mme TOMI, M. VITALI, Conseillers Communautaires.

AVAIENT RESPECTIVEMENT DONNES POUVOIR DE VOTER EN LEUR NOM

|                     |   |                   |
|---------------------|---|-------------------|
| M. SARROLA          | à | Mme SOTTY         |
| M. BASTELICA        | à | M. LUCIANI P.-A.  |
| M. CASASOPRANA      | à | Mme MORACCHINI    |
| Mme CURCIO          | à | Mme PIMENOFF      |
| Mme GHIPPONI        | à | M. PASQUALAGGI    |
| M. LUCIANI Jean-Luc | à | M. FAGGIANELLI C. |
| M. OUSSET           | à | M. LACOMBE        |

ÉTAIENT ABSENTS

MM. COMBARET, DOMINICI, LECA, PARODIN, vice-présidents,  
MM. BOISARD-BATISTELLI, CERVETTI, Mme LECCIA, MM. LECCIA, MERY, MINICONI R., M. ODDO, Mme OTTAVI-BURESI, MM. PANTALONI, PELLEGRIN, TORRE, RUALT, VINCILEONI, Conseillers Communautaires.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer

Délibération n° 2010 /146

Projet de renforcement des ressources en eau potable du secteur de Valle di Mezzana  
Complément à la délibération 2010/56



**Monsieur le Premier vice-président expose à l'Assemblée**

Par délibération n°2010/56 en date du 28 avril 2010, le Conseil communautaire a autorisé le Président à lancer une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des travaux de renforcement des ressources en eau potable de la commune de Valle di Mezzana.

Pour permettre la poursuite de la procédure ainsi engagée, il est demandé de délibérer en vue de compléter comme suit la délibération susvisée : *« Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches administratives et à signer l'ensemble des documents nécessaires à la conduite de cette opération ».*

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Oui l'exposé de Monsieur Pascal MINICONI, Premier vice-président  
Et après en avoir délibéré

- VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU, la Loi d'Orientations 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,
- VU, la Loi 99-586 du 12 Juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la Coopération Intercommunale,
- VU, la délibération du Conseil communautaire n°2010/56 en date du 28 avril 2010,

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

DECIDE

- DE COMPLETER la délibération 2010/56 comme suit : *« Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches administratives et à signer l'ensemble des documents nécessaires à la conduite de cette opération ».*

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien et d'un affichage au siège.

.....  
Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président  
Simon RENUCCI





DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS AJACCIEN

**Commune de Valle di Mezzana**

**Recueil de données**

SOMMAIRE

1 - OBJET DE L'ENQUETE ET CONDITIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES ..... 3

1.1 - OBJET ET CONDITION DE L'ENQUETE.....3

1.2 - NATURE ET CONDITIONS DE L'ENQUETE.....3

1.3 - INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES.....4

1.4 - INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION.....4

1.5 - AU DELA DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE.....5

1.5.1 - Les études de détail.....5

1.5.2 - L'enquête parcellaire.....5

1.5.3 - La procédure d'expropriation.....6

1.6 - TEXTES REGISSANT L'ENQUETE .....7

1.6.1 - Les Codes.....7

1.6.2 - Textes principaux.....7

2 - NOTICE EXPLICATIVE..... 8

2.1 - CONTEXTE, OBJECTIF ET NATURE DES TRAVAUX .....8

2.1.1 - Enjeux du projet.....9

2.1.2 - Synoptique du réseau existant.....10

2.2 - JUSTIFICATION DE L'OPERATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT .....10

2.2.1 - La ressource .....10

2.2.2 - Le réseau d'adduction.....10

2.2.3 - Les réservoirs .....10

2.3 - DEMARCHES AMIABLES ENTREPRISES AUPRES DU PROPRIETAIRE DE LA PARCELLE A385 .....11

3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES..... 14

3.1 - LA RESSOURCE .....14

3.1.1 - Le champ captant.....14

3.1.2 - La chambre de captage.....15

3.1.3 - La chambre de vannes .....15

3.1.4 - La clôture.....15

3.2 - LE RESEAU D'ADDUCTION .....15

3.3 - LE RESERVOIR .....16

3.3.1 - La chambre de vanne.....16

3.4 - LE RESEAU DE DISTRIBUTION .....16

3.5 - LA PISTE.....17

3.6 - DUREE DES TRAVAUX .....17

4 - APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES ..... 18

4.1 - MONTANT DES TRAVAUX .....18

4.2 - ESTIMATION DOMANIALE.....18

4.3 - ESTIMATION GLOBALE DES DEPENSES .....18

5 - ANNEXES..... 19

1 - OBJET DE L'ENQUETE ET CONDITIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

1.1 - OBJET ET CONDITION DE L'ENQUETE

Le présent dossier est dressé en vu de l'enquête publique portant sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour la réalisation des travaux d'alimentation en eau potable de la commune de Valle di Mezzana.

Les terrains d'emprise du projet n'appartiennent pas dans leur totalité au maître d'ouvrage, Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien.

Le but de l'enquête est de présenter le projet au public et de permettre au plus grand nombre de personnes d'exprimer leur avis, notamment sur les registres prévus à cet effet. La DUP ne sera prononcée par le préfet que si les atteintes à la propriété privée, aux intérêts publics, le coût et les inconvénients du projet ne sont pas excessifs par rapport à l'intérêt de l'opération, en tenant compte de toutes les mesures adoptées pour réduire ces inconvénients.

1.2 - NATURE ET CONDITIONS DE L'ENQUETE

Dans certains secteurs, les espaces publics présentent des configurations inadaptées pour permettre la pose et l'exploitation de la canalisation d'adduction, ainsi que la piste d'accès menant au forage. De ce fait il est nécessaire d'établir des servitudes de passage ou de faire des acquisitions foncières.

Dans le cas présent, la quasi-totalité des parcelles concernées par ce projet ont fait l'objet de conventions de servitude de passage, établies à l'amiable.

Seule une parcelle est concernée par la présente procédure d'expropriation.

En effet, cette parcelle triangulaire étant de très faible contenance, une servitude de passage en grèverait une grande partie (Cf. partie 1.5.2).

Par conséquent, le projet est soumis à une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, suivant la procédure établie par les articles R11-3 à 14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Nécessité<br>d'une<br>D.U.P | Soit pour l'acquisition de terrains privés, l'expropriation concerne les terrains en surface comme le sous-sol, nécessaires à l'implantation des ouvrages |
|                             | Soit parce qu'il est nécessaire d'établir des servitudes pour l'exploiter.  |

Le projet n'étant pas désigné expressément dans le tableau figurant à l'annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement aura à déterminer si le dossier doit comporter une étude d'impact.

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique est menée par un commissaire enquêteur dont les modalités de désignation et les pouvoirs sont définis par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

**1.3 - INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES**

L'analyse des différents ouvrages projetés permet de mettre en évidence les procédures décrites ci-après auxquelles le projet, dans sa globalité, sera soumis.

**1.4 - INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION****Le projet avant l'enquête publique**

Le Marché de travaux pour la réalisation des travaux d'adduction d'eau potable a été attribué par la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien à l'entreprise Raffalli & Cie.

C'est sur la base des dispositions de ce marché qu'est établi le présent dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique. La désignation du commissaire enquêteur et ses pouvoirs sont définis par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

**Le déroulement de l'enquête publique**

L'enquête publique sera instruite suivant la procédure du Code de l'Expropriation, articles L.11-1 et suivant et R11-3 à R11-14. L'acte déclaratif d'utilité publique pourra comporter, le cas échéant, des prescriptions particulières en matière de protection de l'environnement en application de l'article L. 23-2 du code de l'expropriation.

**A l'issue de l'enquête publique**

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur établira son rapport et émettra un avis en précisant si celui-ci est favorable ou défavorable à l'opération.

Cet avis sera transmis, avec l'ensemble du dossier et des registres et avis, au Préfet du département. Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur énonce ses conclusions motivées est déposée à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête. Le rapport du commissaire enquêteur restera à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à la Préfecture de Corse du Sud.

**La Déclaration d'Utilité Publique**

La Déclaration d'Utilité Publique de l'opération sera prononcée par arrêté préfectoral et sera publiée au recueil des actes administratifs. En cas de contestation, l'acte Déclaratif d'Utilité Publique pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication au dit recueil. Conclusions tenues à disposition du public pendant 1 an.



1.5 - AU DELA DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

1.5.1 - Les études de détail

La procédure pour la protection de la source Tre Funtana a été menée à son terme et un arrêté préfectoral n°07-1120 déclarant d'utilité publique les prélèvements d'eau à la source de Tre Funtana sur la commune de Valle di Mezzana par la CAPA, autorisant l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine, et instaurant les périmètres de protection, a été émis le 2 août 2007.

Le marché de maîtrise d'œuvre a été confié au Service des Equipements Ruraux de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Corse du Sud. Les missions d'études préliminaires (EP), d'avant projet (AVP), d'études de projet (PRO) et d'assistance à la passation du contrat de travaux (ACT) ont été réalisées.

La réorganisation des services de l'état a conduit le maître d'œuvre a demandé la résiliation du contrat à ce stade de la prestation. La Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien a notifié cette résiliation le 11 mars 2010.

Les services techniques de la collectivité assureront les missions restantes, à savoir la conformité et le visa d'exécution au projet (VISA), la direction de l'exécution des travaux (DET) et l'assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement (AOR).

Le projet sera réalisé selon les plans définis dans le marché.

1.5.2 - L'enquête parcellaire

Un état parcellaire a été réalisé sur la base des plans du marché. Cet état figure dans les pièces jointes au présent dossier.

Des démarches ont été initiées par la CAPA, auprès de tous les propriétaires, afin d'obtenir des servitudes de passage. Le résultat de ces démarches est consigné dans le tableau ci-dessous.

| Réf. Cadastre | Observations   |
|---------------|--|
| A 385         | Des échanges ont eu lieu avec le propriétaire. Il y a désaccord sur le prix proposé. |
| A 767         | Convention de gestion signée entre la mairie et la CAPA                              |
| A 779         | Conventions de servitude signées   |
| A 780         | Convention de servitude signée   |
| A 781         | Convention de servitude signée   |
| A 782, A 783  | Convention de servitude signée   |

La parcelle A 385 est la seule à être classée en zone constructible. Son propriétaire, Mr FERRI PISANI François Marie, domicilié à Valle di Mezzana, considérant que sa faible contenance (202 m²) amputée de l'emprise envisagée pourrait grever définitivement tout projet immobilier, aussi minime soit-il, propose à la CAPA de faire l'acquisition de la totalité de cette parcelle. L'estimation de « France Domaines » est de 5 050 €, soit environ 25 € le m². Ce prix est contesté par le propriétaire.

La parcelle A 767 appartient pour 949 393 m<sup>2</sup>, sur les 951 938 m<sup>2</sup> de sa surface totale, à la mairie de Valle de Mezzana et le reste (2 545 m<sup>2</sup>) appartient à Mme VINCILEONI Monique Angèle. Cette dernière a reconnu par attestation écrite que la partie la concernant se situe le long de la parcelle A 781, qui lui appartient également (cf. plan en annexe 2).

C'est sur cette parcelle que se situe notamment le périmètre immédiat de protection de la source de Tre Funtana, ayant fait l'objet de l'arrêté de DUP, et pour lequel a également été signée une convention de gestion entre la mairie et la CAPA.

Tous les propriétaires des parcelles A 779, A 780, A 781, A 782 et A 783 ont signé des conventions de servitudes de passage (dont un exemplaire est joint en annexe).

En conclusion, la création d'une piste d'accès et la pose des canalisations ont été actées par une convention de servitude pour la majorité des propriétaires.

Les démarches effectuées auprès du propriétaire de la parcelle A385 sont détaillées dans la partie 2.1 du présent dossier.

Une enquête parcellaire sera organisée en mairie de Valle di Mezzana, par le Préfet du département.

Lors de cette enquête parcellaire, les intéressés seront appelés à faire valoir leurs droits. En effet, elle a pour but de définir les terrains nécessaires à l'exécution des travaux et d'identifier les propriétaires concernés par le projet, qui ne l'auraient pas encore été.

### **1.5.3 - La procédure d'expropriation**

Indépendamment des accords amiables qui pourront être passés pour la cession de la parcelle A 385, la procédure d'expropriation sera conduite conformément au Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

**1.6 - TEXTES REGISSANT L'ENQUETE****1.6.1 - Les Codes**

- ◆ Code de l'urbanisme,
- ◆ Code de l'environnement,
- ◆ Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

**1.6.2 - Textes principaux**

Les principaux textes qui régissent la présente procédure sont les suivants :

**Enquête publique :**

- ◆ Décret n° 93-629 du 25 mars 1993, modifiant le décret du 11 juin 1970.

**Participation du public :**

- ◆ Code de l'expropriation (art. R. 11-4 et suivants) concernant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- ◆ Articles L. 121-1 et suivants, code de l'environnement

**Instruction des services de l'Etat :**

- ◆ Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 – art 239.

2 - NOTICE EXPLICATIVE

2.1 - CONTEXTE, OBJECTIF ET NATURE DES TRAVAUX

La commune de Valle di Mezzana fait partie de la Communauté d’Agglomération du Pays Ajaccien (CAPA) qui comporte 10 communes. Elle se situe au Nord Nord-Est d’Ajaccio. Elle est en grande partie sur le sous-bassin versant du ruisseau de Tempiu, ce dernier faisant partie du sous-bassin versant du ruisseau du Bonellu, lui-même intégrant le bassin versant de la Gravona.

Tout le territoire communal se situe en zone de moyenne montagne.

Valle di Mezzana est constitué de plusieurs hameaux (Sarume, Opapu, Poggiale, Casile, Ondella), situés le long de la RD 167. Ces hameaux sont alimentés par la source de Tre Funtana qui pourvoit à leurs besoins en eau potable.

La démographie se répartie de la manière suivante, selon les période de l'année.

|            | Sédentaire | Estivale |
|------------|------------|----------|
| Population | 217 hab    | 260 hab  |

Le chiffre de la population sédentaire a été obtenu auprès de la mairie.

La population estivale est obtenue en appliquant le coefficient de pointe estivale (1,2), obtenu à partir des volumes mensuels mis en distribution.

La commune de Valle di Mezzana puis la CAPA ont lancé en 2003 un programme de rénovation complet du réseau d'eau potable de Valle di Mezzana. Ce programme est constitué de deux tranches :

La première concernait la réfection du réseau de distribution et a été réalisée en 2006 et 2007.

La deuxième tranche, objet de la présente procédure, concerne :

- ◆ Le recaptage de la source de Trefuntana ;
- ◆ La réalisation d'une piste d'accès ;
- ◆ L'établissement des périmètres de protection ;
- ◆ La réfection complète du réseau d'adduction ;
- ◆ La construction d'un réservoir de 200 m<sup>3</sup> en remplacement des deux réservoirs vétustes existants ;
- ◆ La réfection complète du réseau de distribution entre le réservoir et les premières maisons desservies.

Cette opération, s’inscrit dans le schéma directeur d’eau potable de la CAPA. Il vise à renforcer les ressources en eau potable de la CAPA et revêt un intérêt pour le développement de la commune de Valle di Mezzana.



### 2.1.1 - Enjeux du projet

Ce projet, qui nécessite la création d'une piste et l'implantation de canalisations sur des parcelles privées, est nécessaire conformément à l'arrêté préfectoral n° 07-1120 du 2 août 2007 déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau, autorisant l'utilisation de l'eau en vu de la consommation humaine et instaurant les périmètres de protection.

Aujourd'hui, les travaux n'ont pas pu être réalisés, ce qui nuit à la qualité de l'eau distribuée aux usagers. En effet :

- Kyrnolia n'effectue plus le nettoyage annuel réglementaire du réservoir pour ne pas prendre le risque d'envoyer des agents à l'intérieur des ouvrages (risque d'effondrement),
- le système de désinfection n'est pas fiable et sa conception impose de chlorer l'eau rejetée au milieu naturel,
- en hiver, les agents ont des difficultés pour monter le chlore sur site (chemin boueux),
- la ressource n'est pas protégée.

En 2009, deux analyses d'eau se sont révélées non-conformes à Valle di Mezzana et le bilan de l'Agence Régionale de Santé conclue : « eau de mauvaise qualité, régulièrement non potable ».

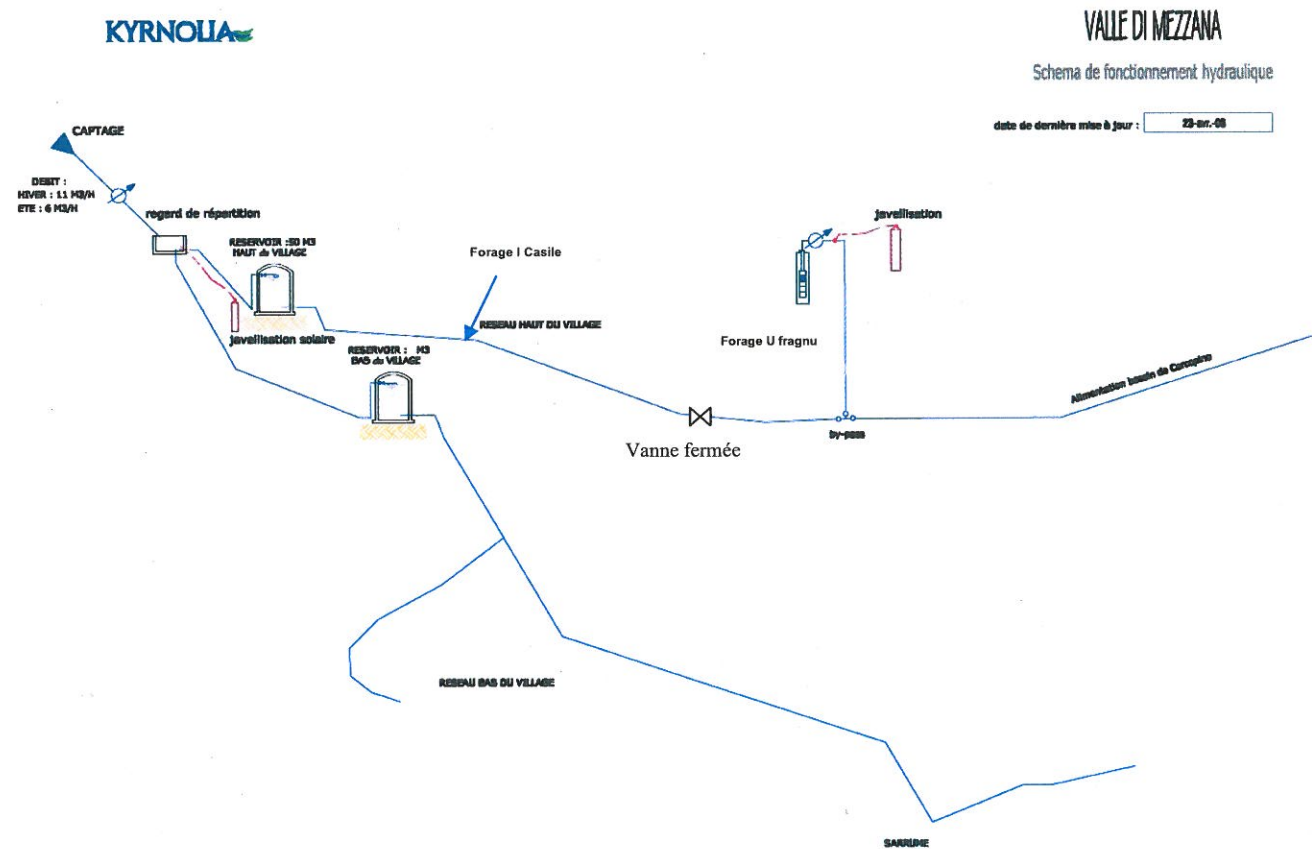
En 2010, aucun contrôle réglementaire ne s'est révélé non-conforme, mais quatre autocontrôles réalisés par Kyrnolia étaient non-conformes.

La réalisation des travaux est donc aujourd'hui indispensable si l'on veut distribuer durablement de l'eau potable à Valle di Mezzana.

Le passage sur la parcelle concernée par le présent dossier permettra de réaliser la piste pour :

- réhabiliter les captages et réaliser les travaux de protection,
- construire un nouveau réservoir,
- renouveler les canalisations d'adduction,
- installer un nouveau dispositif de chloration au réservoir.

2.1.2 - Synoptique du réseau existant



2.2 - JUSTIFICATION DE L'OPERATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT

2.2.1 - La ressource

Les captages datent de 1933. Ils sont vétustes et ne permettent pas de capter l'eau dans des conditions optimum d'hygiène. Des travaux de recapture de cette source dans les règles de l'art s'avèrent donc nécessaires, ainsi que l'établissement des périmètres de protection, afin de garantir la qualité des eaux brutes collectées.

2.2.2 - Le réseau d'adduction

La canalisation d'adduction d'eau potable existante est de nature hétérogène. En effet, elle varie du Poly Ethylène Haute Densité (PeHD), diamètre 63 mm au PolyChlorure de Vynile (PVC) diamètre 60 mm. Par endroit, la canalisation est installée en aérien.

2.2.3 - Les réservoirs

Actuellement, il existe deux réservoirs, un de 60 m³, dit réservoir haut et un de 40 m³, dit réservoir bas. Le réservoir haut date de 1969. Il présente un état de vieillissement au niveau de la liaison entre la coupole et le reste du génie civil et un manque d'étanchéité au niveau de l'accès à la cuve. Le réservoir bas date de 1933 et est constitué d'enrochements taillés et maçonnés. Son état est préoccupant.

Par ailleurs, l'exploitant a signalé qu'il limitait ses interventions, du fait de la dégradation de ces ouvrages.

### 2.3 - DEMARCHES AMIABLES ENTREPRISES AUPRES DU PROPRIETAIRE DE LA PARCELLE A385

Ainsi qu'il a été vu dans les parties précédentes, des conventions de servitudes de passage permettant la création et l'utilisation d'une piste d'accès aux ouvrages, ainsi que la pose de canalisations, ont été établies à l'amiable pour la plupart des parcelles concernées par ce projet.

Seule la parcelle A 385, en raison de sa faible contenance, fait l'objet d'une acquisition : compte-tenu du désaccord existant sur le prix du terrain, la CAPA souhaite engager une procédure d'expropriation.

Avant d'évoquer cette solution, les services techniques de la CAPA ont cherché des solutions de contournement de cette parcelle, sans aboutir à des résultats satisfaisants.

En effet, ainsi qu'il est visible sur le plan ci-dessous, deux parcelles encadrent l'A385 :

- La A384, appartenant au même propriétaire que la A385 : cette parcelle contient le mur de soutènement de la route, qu'il n'est pas envisageable de traverser pour installer la canalisation.
- Un chemin communal semblant longer la parcelle A385 sur le plan cadastral : dans les faits, ce chemin communal a depuis longtemps disparu, remplacé par un talus et par la route passant par la parcelle A385. La réalisation de l'accès par ce chemin n'est donc pas envisageable : la pente étant très importante, l'implantation d'une canalisation d'eau potable risquerait de déstabiliser le talus situé au dessus de la route départementale.

Ces propos sont illustrés par la photographie jointe au dossier. Celle-ci met en évidence le talus, qu'il est difficile de déstabiliser pour implanter des canalisations. Elle montre également que les voitures souhaitant rejoindre la piste d'accès menant aux ouvrages devront passer par une parcelle ayant une pente praticable, soit la parcelle A385.

En conséquence, le passage par la parcelle A385 semble inévitable, tant pour la piste d'accès que pour les canalisations d'eau potable.

En 2010, une proposition a été faite au propriétaire, basée sur l'estimation domaniale, soit **25 €/m<sup>2</sup> (4 700€)<sup>1</sup>**.

Ce prix a été refusé par le propriétaire.

En 2011, le propriétaire a fait de son côté une estimation de la valeur vénale<sup>2</sup> : celle-ci s'élève à 25 000 €, soit **126.9 €/m<sup>2</sup>**.

Aucun accord n'a pu être trouvé.

<sup>1</sup> Suite à une erreur de surface, ce prix a été réévalué en 2012.

La surface réelle étant de 202 m<sup>2</sup>, le prix de cette parcelle est estimé à 5 050 €.

<sup>2</sup> Cf. Annexe 4 « Avis de valeur – Expert immobilier CARETTE ».









Emprise approximative de la parcelle A 385

### 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES

#### 3.1 - LA RESSOURCE

L'établissement des périmètres de protection a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°07-1120, déclarant d'utilité publique les prélèvements d'eau à la source de TreFuntana sur la commune de Valle di Mezzana par la CAPA, autorisant l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine, et instaurant les périmètres de protection.

Cet arrêté stipule de réaliser les travaux suivants :

- ♦ L'aménagement et l'équipement du champ captant de la source ;
- ♦ La construction de la chambre de captage en béton armé de la source ;
- ♦ La construction d'une chambre de vanne ;
- ♦ La réalisation d'une clôture sur muret en aggloméré (hauteur totale 2 m) autour du captage ;

Les ouvrages seront implantés sur la parcelle A 767.

##### 3.1.1 - Le champ captant

Le champ captant sera réalisé en déblais, enfoncé d'une profondeur minimale de 2 m. Cette prescription pourra ne pas être exécutée si l'exutoire de la source se situe à même un substratum rocheux rencontré lors de la réalisation des fouilles.

Les dimensions minimales du champ captant, en amont de la chambre de captage, auront une longueur de 3,5 ml, une largeur de 1,5 ml de part et d'autre de la(es) source(s), et selon une pente maximale de 10 mm/m. La géométrie en plan du champ décrira un arc de cercle (éventail) ouvert vers l'amont.

Le substratum naturel du champ, s'il n'est pas imperméable, fera l'objet de la pose d'un géotextile imperméable sur l'ensemble de sa surface.

La partie amont du champ captant sera constituée d'un lit de matériaux concassés diamètre 15/25 mm entouré d'un géotextile perméable, de largeur minimale 2 ml et de hauteur minimale 1 m sur l'ensemble de la largeur amont du champ.

La partie aval du champ captant sera constituée d'un lit de matériaux concassés diamètre 5/15 mm entouré d'un géotextile perméable, de largeur minimale 1 ml et de hauteur minimale 1 m sur l'ensemble de la largeur amont du champ.

Le lit de matériaux aval sera pourvu de drains en son milieu sur toute sa longueur, installés à une hauteur de 0,4 m au dessus du fond de forme imperméable.

Un muret en agglomérés banchés de béton de hauteur minimale 0,4 m sera implanté en limite aval du lit aval. Il servira de limite à ce lit, et décrira un arc de cercle ouvert vers l'amont.

Sur la surface des lits sera installée une géomembrane imperméable, qui rejoindra le substratum naturel par recouvrement de la totalité de la hauteur du lit aval en amont direct de la chambre de captage. La géomembrane décrira un lé de largeur minimale 0,5 m sur le sol.

Les eaux de captage récupérées par les drains seront acheminées vers une canalisation en fonte diamètre Ø 60 mm qui émergera du lit de matériaux aval, et aboutira dans la chambre de captage. La pente minimale de la canalisation devra être de 10 mm/ml.

L'ensemble du champ captant sera recouvert de matériaux terreux expurgés de cailloux selon une hauteur minimale de 1 m.



**3.1.2 - La chambre de captage**

L'ouvrage sera réalisé en béton armé avec un béton de propreté de 0,15 m, un radier de 0,30 m, des parois verticales de 0,20 m d'épaisseur et une dalle de couverture de 0,20 m d'épaisseur. Il sera accessible par un capot-regard en fonte avec cheminée d'aération diamètre Ø 800 mm, avec clef en carré ou triangle pour fermeture.

L'ouvrage aura une emprise au sol de 2 m x 2 m, et une hauteur totale de 2 m. La partie au dessus du terrain naturel sera au maximum de 1,6 m. Des échelons seront prévus pour descendre au fond de l'ouvrage. Il sera composé de deux parties : une partie arrivée et une partie départ. Ces deux parties seront séparées par une cloison en béton armé de 0,10 m d'épaisseur et 1 m de hauteur.

Les deux parties seront accessibles par la même ouverture du toit.

La partie arrivée sera composée d'un bassin de une section de 1,60 m x 0,75 m. Il servira de bassin de décantation aux eaux d'arrivée. La partie départ aura une section 1,60 m x 0,75 m. Il servira de bassin de mise en charge.

Chacun des deux bassins sera équipé d'une bonde de surverse DN 200 mm. Les conduites d'arrivée d'eau, de trop-plein et de vidange seront en P.V.C. Assainissement CR 8. La pente minimale sera 5 mm/m.

La canalisation de départ sera prolongée de 3 ml à l'extérieur de la chambre de captage et enfouie de 1,20 m par rapport au terrain initial, prête à être raccordée au réseau.

Les eaux de captages seront récupérées dans ces ouvrages.

**3.1.3 - La chambre de vannes**

Elle présentera une surface de 1 m<sup>2</sup> intérieure, selon des dimensions de 1 m x 1 m. Elle sera exécutée en béton armé avec un radier de 0,20 m d'épaisseur, des parois verticales de 0,20 m d'épaisseur et 1 m de hauteur et une dalle de couverture de 0,2 m d'épaisseur munie d'un orifice de 0,6 m de diamètre.

Il est prévu un socle en béton de fondation de 0,20 m sur sol homogène et incompressible. En cas de poche de mauvaise qualité, le sol sera remplacé par un gros béton dosé à 200 kg/m<sup>3</sup> de ciment.

Les parois extérieures visibles seront recouvertes d'un enduit rustique au mortier de ciment de 15 mm.

L'accès s'effectuera par la dalle supérieure, par un regard de diamètre 600 mm.

**3.1.4 - La clôture**

La longueur de clôture à mettre en place est de 120 m. L'accès à ce périmètre sera assuré par l'installation d'un portail métallique d'ouverture utile 0,9 m et de hauteur 2 m.

La clôture sera constituée à la base d'un muret en agglomérés de hauteur 0,4 m, ancré sur une semelle ferrillée, sur lequel seront implantés des piquets en acier galvanisé supportant un grillage galvanisé de hauteur 1,5 m.

**3.2 - LE RESEAU D'ADDUCTION**

Les travaux à entreprendre comprennent :

- ♦ La pose, en tranchées fermées, de 1 250 ml de canalisation en fonte diamètre 60 mm, PN16.

**3.3 - LE RESERVOIR**

Les travaux à entreprendre, comprennent :

- ♦ La construction d'un réservoir circulaire en béton armé d'une capacité utile de 200 m<sup>3</sup>, y compris sa chambre des vannes ;
- ♦ La démolition des deux réservoirs existants.

L'emplacement pour le nouveau réservoir a été modifié par rapport à ceux existants. Ce réservoir sera implanté sur la parcelle A 779. Son emprise au sol sera de 100 m<sup>2</sup>. Son altitude sera supérieure (498 m NGF contre 480 m NGF et 430 m NGF).

En cas de poche pédologique de mauvaise qualité, le sol sera remplacé par un gros béton dosé à 200 kg/m<sup>3</sup> de ciment sur une épaisseur de 0,2 m. Le volume de béton de propreté à mettre en place est de 20 m<sup>3</sup>.

La cuve pourra présenter les dimensions suivantes : Diamètre Intérieur : 9,2 m - Diamètre extérieur : 9,6 m - Hauteur Trop-Plein par rapport au radier : 3 m - Hauteur totale de la cuve : 3,5 m.

Le radier en béton armé aura une épaisseur de 0,25 m, débordant du parement extérieur des parois verticales de 0,40 m sur un sol homogène et incompressible.

La paroi verticale sera cylindrique en béton armé de 0,25 m d'épaisseur minimum, couronnée par une ceinture de 0,24 x 0,10.

La toiture sera de type toiture terrasse en forme de chapeau chinois, avec une pente rayonnante de 2 %.

Le cas échéant, en fonction de l'assise de l'ouvrage, il sera ensuite exécuté un remblai contre l'ouvrage.

Un revêtement d'imperméabilisation interne sera rajouté à l'ouvrage.

L'étanchéité sur la dalle de couverture du réservoir sera assurée par un complexe d'étanchéité multicouche.

**3.3.1 - La chambre de vanne**

Elle présentera une surface de 9 m<sup>2</sup> intérieure, selon des dimensions de 3 m x 3 m. Elle sera exécutée en béton armé avec un radier de 0,25 m, des parois verticales de 0,20 m d'épaisseur et une dalle de couverture de 0,2 m d'épaisseur, munie d'un acrotère de 1,15 m de hauteur et d'épaisseur 0,2 m.

Il est prévu un socle en béton de fondation de 0,20 m sur sol homogène et incompressible. En cas de poche de mauvaise qualité, le sol sera remplacé par un gros béton dosé à 200 kg/m<sup>3</sup> de ciment.

Les parois extérieures visibles recevront un enduit rustique au mortier de ciment de 15 mm.

La porte sera de dimension 1,2 m x 2 m conforme à la réglementation en vigueur.

La conduite de vidange et de trop plein issu du réservoir, se déversera dans un puisard 0,5 m x 0,5 m x 0,2 m, raccordé à une conduite de vidange en P.V.C. C.R. 8 Ø 200 mm. Une grille, maille 1 mm, avec glissière sera installée sur le départ.

La pente du radier (5 mm/m) de la chambre de vannes devra évacuer les eaux sur ce puisard.

**3.4 - LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Du fait du changement d'implantation du futur ouvrage de stockage, il est nécessaire de poser un réseau de distribution entre le réservoir et les premières maisons distribuées au hameau de Poggiale.

Les travaux à entreprendre, comprennent :

- ♦ La pose, en tranchées fermées, de 1 070 ml de canalisation en PVC diamètre 110 mm, PN16.

### 3.5 - LA PISTE

L'exploitation des ouvrages nécessite la réalisation d'une piste d'accès d'une longueur totale de 2 250 ml.

Cette piste est scindée du village au captage selon les linéaires suivants :

- ♦ 230 ml de réfection de piste existante, dont 80 m en forte pente
- ♦ 950 ml de création jusqu'au nouveau réservoir
- ♦ 1070 ml de création jusqu'au captage de Tre Funtane.

Ses caractéristiques seront les suivantes :

- ♦ Largeur : 4,00 m.
- ♦ Dévers aval : entre 2 et 5 %.

Un terrassement sera nécessaire en vue d'adapter le terrain aux pentes praticables, ainsi que pour l'assise de l'ouvrage. La pente en long maximale sera de 10 %, sauf pour les 80 premiers mètres qui seront bétonnés.

Le volume de terrassement prévu est de 2000 m<sup>3</sup> pour la partie village / réservoir. Il comprend le recalibrage de la piste existante sur 230 ml et l'ouverture de piste sur 950 ml.

La piste existante (linéaire concerné 230 ml) au départ du village sera recalibrée afin d'obtenir une largeur de piste de 4 m.

Le premier linéaire de 80 ml sera reprofilé afin d'obtenir une pente constante sur cette partie de 20%. Il sera pourvu d'un revêtement en béton armé d'épaisseur 0,15 m avec dévers aval. L'amorce de la piste devra être suffisamment large afin d'obtenir un rayon de braquage de 8 m.

Le volume de terrassement prévu est de 1900 m<sup>3</sup> pour la portion réservoir / captage pour l'ouverture de la piste sur 1 070 ml.

### 3.6 - DUREE DES TRAVAUX

La durée des travaux est estimée à 8 mois.



4 - APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES

4.1 - MONTANT DES TRAVAUX

| Désignation                      | Montant      |
|----------------------------------|--------------|
| Réalisation de 2 250 ml de piste | 134 600,00 € |
| Réfection des captages           | 32 800,00 €  |
| Réalisation du réservoir         | 149 200,00 € |
| Réalisation des réseaux          | 20 500,00 €  |
| Total travaux HT                 | 337 100,00 € |

4.2 - ESTIMATION DOMANIALE

A ce jour, un accord à titre gratuit a été trouvé pour la majorité des parcelles.

En revanche, si aucun accord amiable n’est trouvé, les propriétaires des parcelles A385, A782 et A783 seront indemnisés selon l’estimation de France Domaine.

- Dans le cas de la parcelle A 385 appartenant à M. FERRI PISANI François-Marie, il a été convenu qu’au vu de sa surface la CAPA devrait acquérir la totalité de la parcelle.

France Domaine évalue l’acquisition de ce bien à 5 050 €.

- En revanche, concernant les parcelles de M. DAO Duy Tam, la CAPA ne souhaite obtenir qu’une servitude de passage, l’autorisant à y tracer la piste et à y implanter une canalisation. La valeur de l’indemnité s’élève à 2 000€.

Soit en résumé :

| Parcelle                   | Montant |
|----------------------------|---------|
| A 385                      | 5 050€  |
| A 782 ; A 783              | 2 000€  |
| Total estimation domaniale | 7 050€  |

4.3 - ESTIMATION GLOBALE DES DEPENSES

| Dépenses                                 | Montant   |
|--|-----------|
| Travaux                                  | 337 100 € |
| Action foncière                          | 7 050 €   |
| Total appréciation sommaire des dépenses | 344 150€  |

5 - ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation 1 / 25 000 IGN

Annexe 2 : Plan de situation cadastrale

Annexe 3 : Avis de valeur – Expert immobilier CARETTE



# COMMUNE DE VALLE DI MEZZANA

## TRAVAUX D'ADDUCTION AEP

DOSSIER DE DUP

Direction Eau Assainissement Maitrise d'Ouvrage Intercommunale / DEAMOI

Echelle: 1 / 25 000

Source : IGN

|        |          |             |              |              |
|--------|----------|-------------|--------------|--------------|
|        |          |             |              |              |
|        |          |             |              |              |
|        |          |             |              |              |
| 1      | 07/07/10 | VT          | EP           |              |
| Indice | Date     | Etabli par: | Vérifié par: | Observations |

PLAN DE SITUATION

PLAN N°1





COMMUNE DE  
VALLE DI MEZZANA

TRAVAUX D'ADDUCTION AEP

DOSSIER DE DUP

Direction Eau Assainissement Maitrise d'Ouvrage Intercommunale / DEAMOI

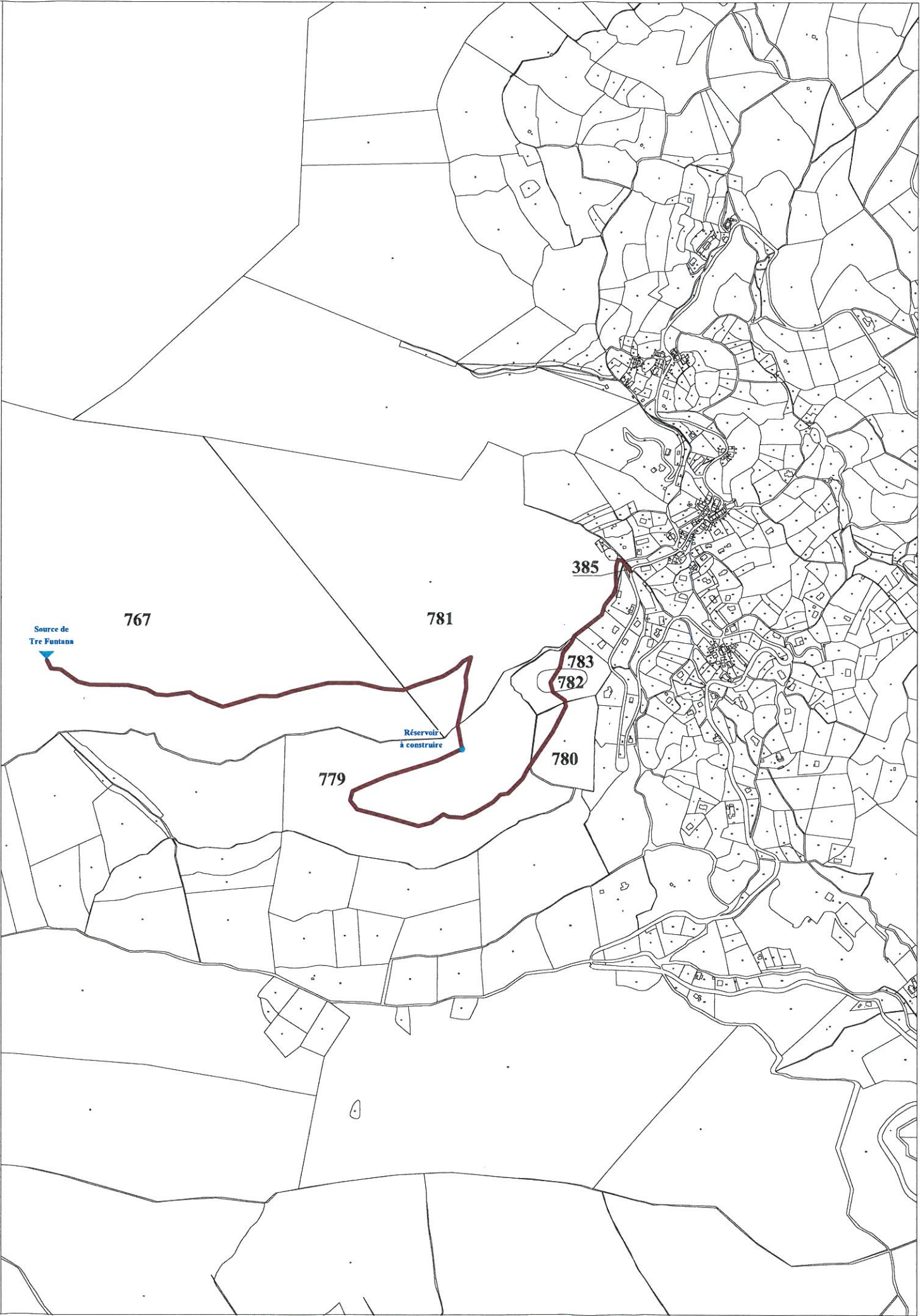
Echelle: 1 / 10 000

Sources: Cadastre

|        |          |             |              |              |
|--------|----------|-------------|--------------|--------------|
|        |          |             |              |              |
|        |          |             |              |              |
|        |          |             |              |              |
| 1      | 07/07/10 | VT          | EP           | Observations |
| Indice | Date     | Etabli par: | Vérifié par: | Observations |

PLAN DE SITUATION  
CADASTRALE

PLAN N°2





Pierre - Paul  
**CARETTE**  
Expert immobilier

Expert près la Cour d'Appel de Bastia  
Membre de la Chambre Nationale  
des Experts immobiliers FNAIM

N° SIRET 30355046100030

34 Cours Napoléon  
20000 AJACCIO

Tel : 04 95 51 00 02  
Fax : 04 95 51 01 44

## AVIS DE VALEUR

A la requête de Monsieur FERRI PISANI François  
Hameau de POGGIALE  
20167 VALLE DI MEZZANA

Nous avons établi le présent avis de valeur du bien immobilier dont la désignation  
suit :

### I. DESIGNATION

Sur le territoire de la commune de VALLE DI MEZZANA (Corse du Sud) une  
parcelle de terre d'une contenance de 202 m2 figurant à la matrice cadastrale de la  
dite commune Section A N° 385.

Département :  
CORSE-DU-SUD

Commune :  
VALLE-DI-MEZZANA

Section : A  
Feuille : 000 A 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition :  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC42

©2010 Ministère du budget, des comptes  
publics et de la réforme de l'État

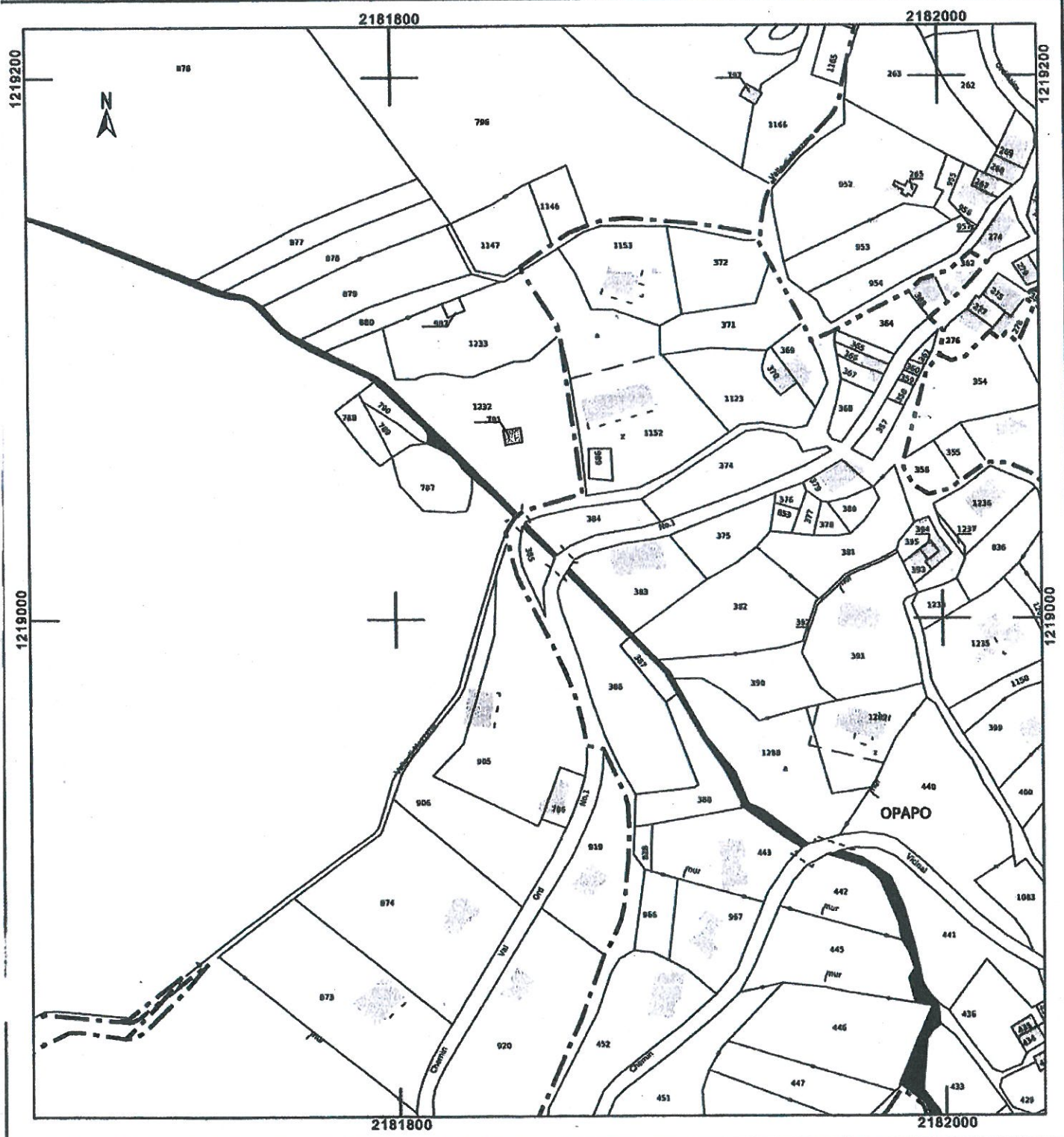
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Informations littérales relatives à 1 parcelle sur la commune : VALLE-DI-MEZZANA (2A).

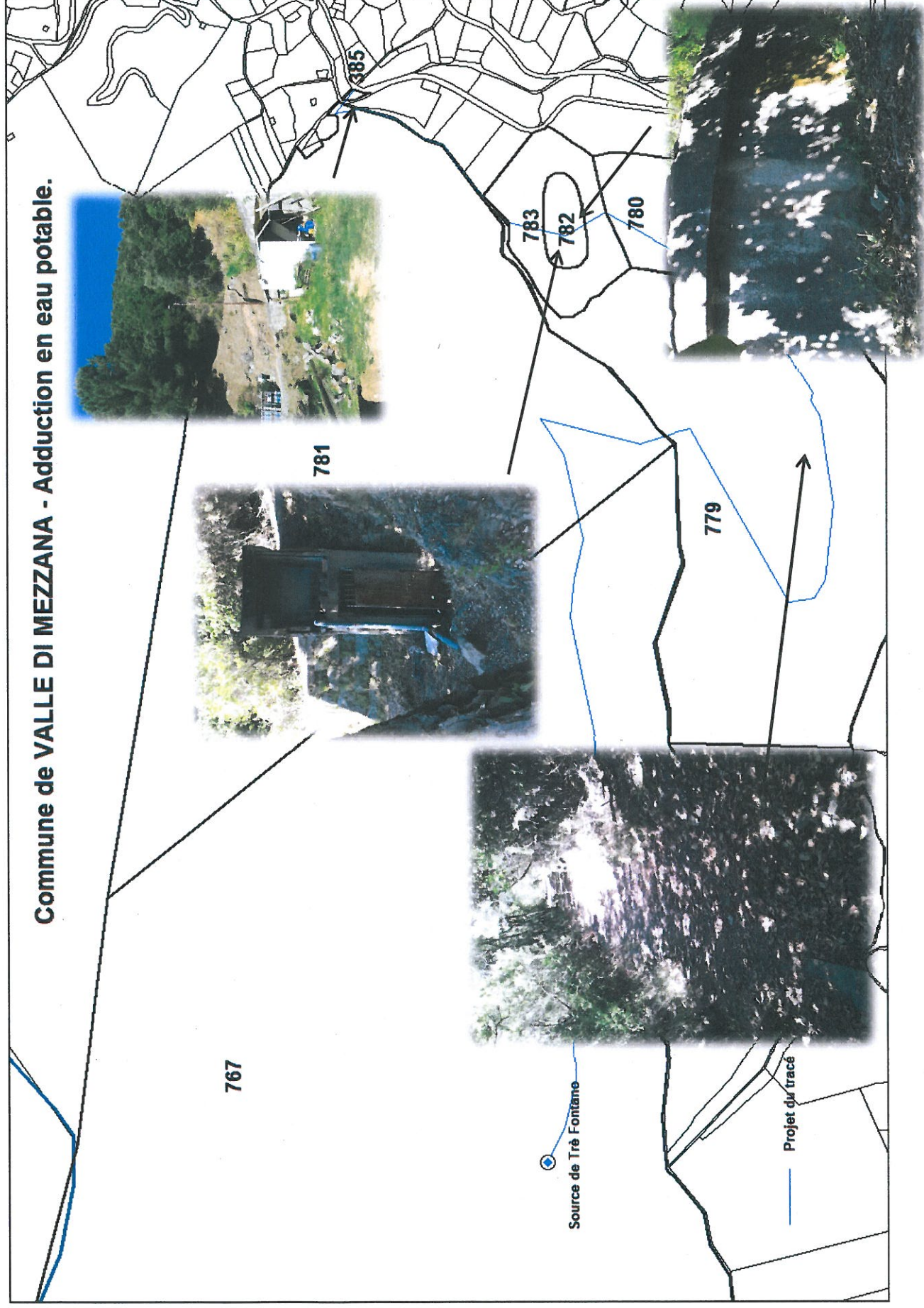
Références de la parcelle 000 A 385

Référence cadastrale de la parcelle  
Contenance cadastrale  
Adresse

000 A 385  
202 mètres carrés  
20167 VALLE-DI-MEZZANA



Commune de VALLE DI MEZZANA - Adduction en eau potable.





# Données pour information Protections et Inventaires

Valle di Mezzana

1:20 000

